

Pratiques numériques dans le secteur informel en Afrique de l'Ouest. Entretien

Jean-Philippe Berrou

Citer :

BERROU, Jean-Philippe, 2019. Pratiques numériques dans le secteur professionnel informel en Afrique de l'Ouest. Entretien. *Esquisses / Les Afriques dans le monde* [en ligne]. Disponible à l'adresse : <https://elam.hypotheses.org/1670>.

Version PDF : 5 pages.

L'auteur : Jean-Philippe Berrou est maître de conférences en sciences économiques à Sciences po Bordeaux, chercheur CNRS au LAM et chercheur associé au GREThA (UMR CNRS 5113 – Université de Bordeaux). Ses principales recherches s'inscrivent dans les domaines de l'économie du développement, de la nouvelle sociologie économique et de l'analyse des réseaux sociaux.

Mots-clés : économie informelle, TIC, usages professionnels, Sénégal

Propos recueillis par Elara Bertho.

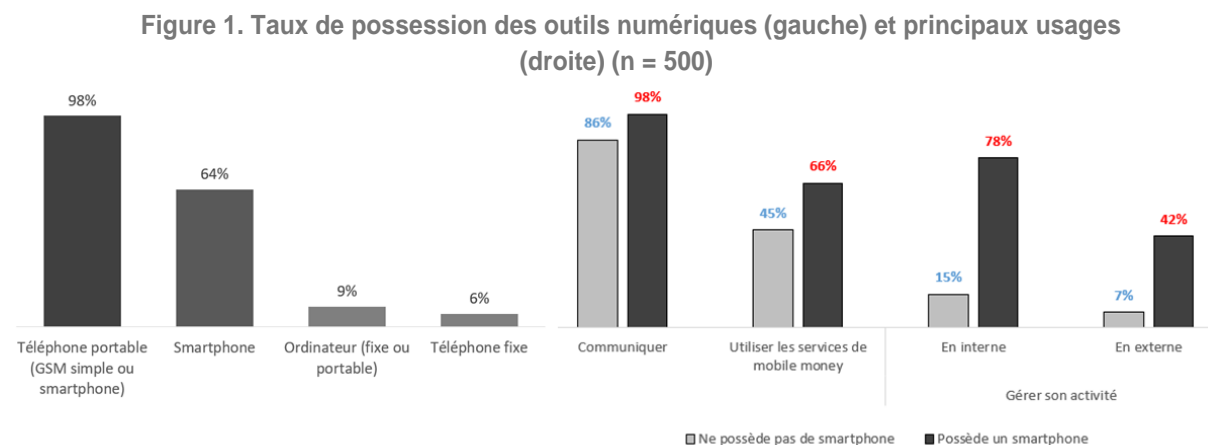
Présentation : Depuis 2016 une collaboration est engagée entre le LAM et le département de la recherche d'Orange en sciences sociales (laboratoire SENSE). Cette collaboration vise à approfondir la connaissance des pratiques numériques des petits entrepreneurs du secteur informel de Dakar au Sénégal. Un premier projet de recherche s'est terminé en avril 2018 et un second vient de démarrer il y a quelques mois. Jean-Philippe Berrou, qui coordonnent ces projets nous présentent leurs objectifs, quelques résultats et la manière dont ils s'inscrivent dans les débats contemporains sur le rôle des TIC dans le développement.

Vous avez entamé une collaboration avec le département de la recherche d'Orange depuis 2016. Pouvez nous présenter cette collaboration ?

En 2016, nous avons démarré un premier projet recherche en partenariat avec une équipe de chercheurs d'Orange Labs (laboratoire SENSE - Sociology and Economics of Networks and Services) et sous la forme d'un CRE (contrat de recherche externalisée) avec Orange. Ce projet s'est déroulé sur deux ans et s'est terminé avant l'été 2018, en tout cas pour la partie production de livrables pour notre commanditaire (la valorisation scientifique de ce projet est encore en cours).

Le point de départ de ce projet était le constat de la diffusion rapide du mobile et des usages d'internet en Afrique. Le continent africain connaît depuis le début des années 2000 une transformation numérique sans précédent, mais cette dernière se déroule dans un contexte économique et des structures productives caractérisés par une prépondérance des activités informelles. Notre objectif principal était alors d'explorer les usages professionnels du numérique dans ce contexte particulier du « secteur informel » urbain. Nous avons pris Dakar comme terrain d'observation car le Sénégal était un cas intéressant pour nous (au-delà de la présence d'Orange dans le pays via la Sonatel). Le pays illustre en effet bien ces enjeux croisés entre explosion du numérique et prédominance de l'informel. D'une part, on y observe un nombre de lignes de téléphonie mobile actives équivalent à la population du pays (données ARTP Sénégal - Autorité de régulation des télécommunications et des postes). D'autre part, plus de 90 % des unités de production exercent dans l'informel (Recensement général des entreprises - ANSD, 2017).

En 2017, nous avons ainsi conduit une enquête quantitative inédite sur un échantillon représentatif de 500 entreprises du secteur informel de la région de Dakar¹. Cette enquête a notamment permis de reconstituer de manière détaillée le chiffre d'affaires, la main d'œuvre et le capital d'entreprises dépourvues de comptabilité formelle. Les enquêtés ont par ailleurs été interrogés longuement sur leur équipement et leurs usages en matière de téléphonie et d'internet. Des entretiens qualitatifs individuels et collectifs (*focus groups*) ont également été menés auprès d'une cinquantaine d'entrepreneurs.



Source : auteur.

Les résultats attestent de l'ampleur du phénomène TIC (figure 1). Près de 98 % des entrepreneurs possèdent un téléphone portable et 95 % l'utilisent aussi à des fins professionnelles. L'usage du smartphone est également très répandu : près de 65 % des entrepreneurs en détiennent un. En moyenne, un entrepreneur dépense 9 980 F CFA par mois pour ses usages TIC (soit 3,7 % de la valeur ajoutée mensuelle de son activité).

Les données, toujours en cours d'exploitation, révèlent également la forte hétérogénéité et disparité des pratiques numériques avec des effets potentiellement différenciés selon les segments auxquels appartiennent les entrepreneurs². Si les « top performers » de l'informel témoignent d'usages professionnels du numérique très avancés et intensifs (deux tiers d'entre eux vont même jusqu'à promouvoir leur activité et vendre leurs biens et services sur internet), au sein de l'informel dit « de survie » l'accès au smartphone se fait plus rare et les usages professionnels du mobile sont plus réduits et simplifiés. Entre les deux extrêmes, les profils d'usages sont également différenciés, entre des entrepreneurs usant de leur mobile essentiellement à des fins de réseautage et de coordination (avec les fournisseurs, clients et partenaires) et ceux l'utilisant principalement à des fins de connexion à l'internet (en particulier pour de la recherche d'information).

Ces résultats confirment que tout le monde ne bénéficie pas de la même façon du potentiel que représente le téléphone mobile ; ne serait-ce que parce que des barrières existent dans la capacité d'adoption des différentes fonctions offertes par ce dernier, qu'elles soient financières (accès au

¹ Sont considérées comme informelles, les unités de productions non enregistrées et/ou dépourvues de comptabilité formelle écrite respectant les normes du système comptable ouest africain (SYSCOA).

² Pour plus de détail sur ces résultats, voir les notes de blog parues sur [The Conversation](#) et [LAMenparle](#).

smartphone) ou cognitives (maîtrise des savoirs et compétences pour utiliser pleinement les fonctions du téléphone). De même, nous montrons que parmi les usages professionnels du mobile, se sont surtout les usages à des fins de coordination amont-aval (fournisseurs-clients) qui sont associés aux performances économiques des unités de production (notamment dans leur capacité à accroître leur chiffre d'affaire). Mais ces effets ne sont néanmoins pas homogènes et sont parfois plus marqués dans certains segments. En revanche, les usages à des fins de gestion financière (les outils du *mobile money* : épargne et paiement mobiles) ou de gestion interne (applications de gestion des comptes ou des stocks) ont moins d'effet sur les performances des entreprises. Cela tend à suggérer que dans l'informel les effets de l'usage du mobile sont plus associés à l'extension des marchés et la baisse des coûts de transaction qu'à la réduction des coûts de gestion interne ou qu'à des gains d'efficacité organisationnelle. Ainsi, il n'est pas certain que les services offerts par le mobile permettent à ces petites entreprises de surmonter complètement les contraintes externes auxquelles elles font régulièrement face, qu'elles soient économiques (accès au crédit par exemple), sociales (structure sociale des marchés, rôle des réseaux d'affaires) ou institutionnelles et réglementaires (relations avec les administrations publiques).

Vous venez de démarrer un second projet dans le cadre de cette collaboration. Quels en sont les objectifs ?

Ce nouveau projet de recherche a démarré au mois de novembre dernier et s'intitule « *Dynamiques socio-économiques des entrepreneurs de l'informel et pratiques numériques en Afrique de l'Ouest* ». Il s'étalera également sur une durée de deux ans (2018-2020). Il s'inscrit pleinement dans la continuité du précédent projet en prenant appui sur ses résultats. Ainsi, il se donne pour objectif principal de resituer les usages et pratiques numériques des entrepreneurs dans une perspective plus dynamique (temporelle) et dans leur environnement plus large tant sur le plan social (lien avec le ménage et le réseau social de l'entrepreneur) qu'économique (prise en compte de la multi-activité). Un focus plus précis sera également fait sur les segments les plus dynamiques de l'informel (« gazelles » ; *top performers*). Dans ce cadre une réflexion portera notamment sur le lien ou degré de recouvrement entre segments dynamiques de l'informel et appartenance aux classes moyennes. Parmi les questions que l'on se pose dans ce projet, il s'agit par exemple d'approfondir la compréhension des usages du mobile à l'articulation des domaines professionnel et privé ; d'où cette attention particulière qui sera portée à l'articulation entre usages professionnels et familiaux/sociaux du téléphone mobile. De même, nous cherchons à comprendre de quelle(s) manière(s) les usages du mobile s'inscrivent dans les stratégies de diversification et de multi-activité de ces entrepreneurs, souvent à l'interface des réseaux personnels et professionnels. Enfin, une question centrale de ce projet porte sur la place que les technologies mobiles occupent dans la dynamique et les trajectoires socio-économiques de ces entrepreneurs, à la fois sous l'angle des trajectoires entrepreneuriales mais aussi sous l'angle des trajectoires sociales de leur ménage.

Sur le plan méthodologique et empirique, notre terrain d'observation reste Dakar : une seconde enquête quantitative y sera conduite cette année auprès des même 500 unités de productions enquêtées en 2017 ce qui donnera une dimension dynamique à l'analyse (données de panel). Des modules spécifiques intégrant les usages TIC en lien avec le ménage et le réseau de relation de l'entrepreneur seront construits à cet effet. Des entretiens qualitatifs seront aussi conduits à partir de la méthode des narrations quantifiées (Grossetti et Barthe, 2008). Dans les grandes lignes, l'objectif de cette méthode consistera à quantifier, sur la base d'une trentaine de récits collectés

auprès de nos entrepreneurs (entretiens narratifs), la place des différents dispositifs technologiques (notamment mobiles) dans l'accès à diverses ressources tout au long de la trajectoire entrepreneuriale (avant la création de l'entreprise, durant la phase de création et sa première année, après la création de l'entreprise).

Il y a depuis une quinzaine d'années un fort engouement autour des « ICT4D » (Information and Communication Technology for Development). Comment ce projet permet-il d'interroger ce mouvement ?

Il faut peut-être d'abord relever que d'une manière plus générale, il y a en effet depuis le début des années 2000 un « afro-optimisme » ambiant, largement porté par les grands acteurs internationaux du développement, le secteur privé et les médias. Celui-ci est surtout consécutif au nouveau cycle de forte croissance économique que connaissent de nombreuses économies du continent sur la période. Pour autant, du côté des sciences sociales, et des économistes notamment, la chose est moins tranchée et les débats restent vifs sur les fondements et la soutenabilité de cette phase de croissance de même que sur ses effets (la pauvreté monétaire se maintient à des niveaux élevés et les inégalités de revenus se creusent³). En parallèle de ce récit sur le « miracle de la croissance en Afrique », pour reprendre le titre de l'article de Alwyn Young (2012)⁴, ont alors émergé d'autres discours qui portent en fait sur les effets attendus de cette forte croissance économique. On a ainsi vu émerger tout un discours sur l'émergence des « classes moyennes » africaines, discours lancé par la Banque africaine de développement et largement relayé par les médias et les cabinets d'expertise privés (McKinsey, Deloitte, etc.). Là aussi, le discours scientifique est plus tempéré et invite à plus de prudence dans l'analyse du phénomène⁵.

Je crois profondément que l'engouement autour des ICT4D s'inscrit dans cette même dynamique. Certes, il faut reconnaître que le continent africain fait figure de cas assez exceptionnel en ce qui concerne le développement des nouvelles technologies. Ce dernier a connu en l'espace d'une quinzaine d'années un véritable saut technologique (en anglais on parle de *leapfrog*) en passant presque directement aux technologies mobiles sans phase intermédiaire par la téléphonie fixe. Pour autant, on retrouve derrière ce mouvement ICT4D un jeu d'acteur similaire avec un intérêt fort de la part des acteurs internationaux du développement et des opérateurs privés, le tout largement relayé par la sphère médiatique. Dans ce mouvement, les ICT sont présentées à la fois comme le reflet des transformations socio-économiques qui accompagnent la croissance en Afrique et en même temps comme une cause ou une source d'opportunités pour de nouvelles transformations à venir. Ainsi, on ne compte plus le nombre d'articles dans la presse évoquant l'Afrique comme « [nouvelle frontière de la révolution numérique](#) » ou le « [portable, comme catalyseur du développement en Afrique](#) ». En 2016 le rapport sur le développement dans le monde de la Banque mondiale portait sur les [dividendes du numérique](#). Plus récemment encore, l'Agence française de développement (AFD) devenait membre fondateur de la plateforme « [Digital Africa](#) » qui promeut la mise en relation des acteurs

³ Cogneau, D. and Czajka, L. (2016), « Inequalities in Africa: Measurement and Patterns », International Workshop on Inequality and Middle Class Development in Africa, GIGA, Cape Town, 05-06 May 2016.

⁴ Alwyn Young (2012), [The African Growth Miracle](#), *Journal of Political Economy*, Vol. 120, No. 4, pp. 696-739. <http://doi.org/10.1086/668501>

⁵ Kroecker, L., D. O'Kane & T. Scharrer (2017), *Middle Classes in Africa. Changing Lives and Conceptual Challenges*. London, Palgrave Macmillan. <http://doi.org/10.1007/978-3-319-62148-7>

privés et publics pour le soutien à l'innovation numérique et aux dynamiques entrepreneuriales sur le continent.

Dans la littérature en sciences sociales, les choses, là aussi, sont plus nuancées. [L'article de Robert Jensen](#) publié en 2007 dans *The Quarterly Journal of Economics* est assez emblématique des travaux soutenant cette vision optimiste autour des ICTD (en ce début d'année 2019, Google Scholar en recense plus de 1 600 citations). Intitulé « The Digital Provide: Information (Technology), Market Performance, and Welfare in the South Indian Fisheries Sector », l'article défend l'idée que l'usage du mobile par les pêcheurs du Nord Kerala aurait favorisé un meilleur fonctionnement du marché grâce à un meilleur accès à l'information et une meilleure coordination avec les acheteurs. Cette technologie aurait donc permis de renforcer l'efficacité des choix productifs des pêcheurs et leurs profits (avec moins de gaspillage notamment). Dans son sillage, un grand nombre de travaux en économie soutiennent très largement cette mouvance ICT4D en soulignant les effets positifs du numérique et notamment du mobile sur un grand nombre d'aspects de la vie sociale et économique (marché, entreprise, santé, éducation, gouvernance, etc.). Pourtant d'autres travaux, issus de disciplines autres que la science économique, et notamment de la sociologie, ont ouvertement fait part des limites de cette étude canonique en soulignant combien les résultats de Jensen étaient en réalité extrêmement liés aux spécificités de la zone étudiée, par exemple l'existence ancienne de relations d'affaires et de crédits assurant aux pêcheurs une forte flexibilité dans le choix des places de marché pour vendre leur poisson⁶. Sans l'existence de ces réseaux, l'effet de l'usage du téléphone mobile aurait probablement été très différent. On retrouve ainsi dans la littérature en sciences sociales des travaux adoptant une vision plus critique ou nuancée des effets des TIC sur le développement. Les travaux de [Jenna Burrell](#), cités plus haut, en sont une bonne illustration. Récemment, un article du *Monde diplomatique* s'est également fait le relais des doutes qui entourent la mouvance ICT4D. Prenant appui sur le cas du Kenya, pays phare du continent en termes de performances technologiques, [l'article de Sabine Cessou](#) relate les paradoxes de ces innovations technologiques : « Au Kenya, la révolution est peut-être numérique, mais elle ne dépasse pas ce cadre ». Les services offerts par les TIC ne résoudront pas à eux seuls les problèmes structurels que connaissent nombre des pays du continent. Vous aurez beau avoir une application Uber, si vos routes sont cabossées ou inexistantes...

Dans ce contexte, les travaux que nous menons dans le cadre des projets de recherche avec l'équipe d'Orange visent clairement à participer à ce débat, sans a priori. À cet effet, nous adoptons une démarche de recherche avec une forte dimension empirique et un réel effort de contextualisation. La délimitation de l'étude à la région de Dakar et au périmètre des activités dites informelles en est une illustration. Cela nous permet de relier plus facilement nos résultats à des éléments de contexte. Ensuite, notre entrée sur l'objet TIC (essentiellement le téléphone mobile) est une entrée par les pratiques concrètes des entrepreneurs dans le cadre leur activité (ou dans leur lien avec leur environnement social dans le nouveau projet). Cette entrée structure à la fois nos questionnaires pour les enquêtes quantitatives et nos grilles d'entretien pour les enquêtes qualitatives. D'ailleurs, la combinaison de ces méthodes quantitatives et qualitatives est un bon moyen d'éviter le piège de la généralisation ou de la surinterprétation des résultats

⁶ Srinivasan, Janaki, et Jenna Burrell (2015), « On the Importance of Price Information to Fishers and to Economists: Revisiting Mobile Phone Use Among Fishers in Kerala », ICTD2013 Special Issue, *Information Technologies & International Development* 11 (1): 57-70. <https://itidjournal.org/index.php/itid/article/view/1362/510>

quantitatifs en les resituant dans des trajectoires et des logiques spécifiques aux acteurs. Les résultats du premier projet évoqués plus haut montrent bien que des disparités, des inégalités existent dans les usages et les effets des TIC. Ce sont celles-ci qui doivent être creusées. À cet égard, le nouveau projet intégrant une perspective plus dynamique permettra sans aucun doute d'apporter de nouveaux éléments de discussion dans ce débat entre « *digital provide* » et « *digital divide* ».